

Anti-inflation—Loi

commence à comprendre pourquoi il est nécessaire de mettre au point un système de services sociaux qui assure les mêmes avantages sociaux pour un coût deux fois moindre.

Le gouvernement peut consulter toutes les données appropriées. La moitié des dépenses consacrées aux services sociaux à l'heure actuelle sont du gaspillage. Je dis bien la moitié. C'est ce qui se passe en Saskatchewan depuis 30 ans parce que nous avons été les premiers à adopter un régime d'hospitalisation. J'ai vu les données établies par le gouvernement de la Saskatchewan, qui ne voulait pas les rendre publiques de crainte d'alarmer la population. Voyez la hausse des frais en Angleterre. Et le rapport Clark de 1958. Si le nombre moyen des gens qui vont à l'hôpital, qui consultent leurs médecins et qui tombent en chômage était plus proche de la normale, cela nous coûterait deux fois moins cher. Voilà 20 ou 30 ans que ces renseignements sont disponibles, et pourtant le Parlement continue de parler d'économie et de science politique. Restez calme, nous dit-on, et tout ira bien.

J'appartenais à un groupe, il y a une trentaine d'années, qui a formulé une proposition visant à accorder des stimulants concrets dans ce domaine afin de réaliser des économies en assurant des services sociaux à moindres frais. Il est nécessaire d'accorder des stimulants à titre personnel afin de récompenser celui qui n'abuse pas de ces services. Sans en dire plus, que le Parlement commence tout de suite à réduire les frais de prestation des services dans le cadre de cette nouvelle et fantastique révolution sociale dans le pays. Nous pouvons très bien nous le permettre si nous commençons à payer ce que nous devrions payer.

J'en arrive maintenant à la masse monétaire. Il est évident que les économistes, qu'ils soient de droite comme Friedman ou des pseudo-intellectuels de gauche comme Galbraith, se perdent dans leurs théories. J'ai ici un message d'un article paru dans la revue *Forbes* de novembre dernier—le jour même des élections au Québec, le 15 novembre. Le voici: Note au président Carter: L'inflation est devenue un problème trop grave pour le laisser aux mains des économistes. Si cet article avait été écrit il y a 30 ans, nous aurions fait des progrès depuis lors. Il dit ceci:

L'inflation n'est pas—comme le croyait Maynard Keynes et le pense Milton Friedman—une simple question de portée sociale. C'est un phénomène extrêmement complexe ayant des causes sociales.

Dans la grande révolution sociale que nous vivons aujourd'hui, il existe des forces que l'on ne peut contenir. Qui aurait voulu freiner la révolution agraire du XI^e siècle qui assurait tant de nouveaux moyens alimentaires à l'humanité? Qui aurait voulu arrêter la révolution bancaire du XVII^e siècle qui répandit tant de bienfaits sur les pays des deux côtés de l'Atlantique? Qui aurait voulu empêcher la révolution industrielle même si elle fit monter les prix et suscita du chômage au début, car elle apportait tant de biens à des millions de personnes? Inutile donc de songer à freiner la révolution sociale qui est en cours. Tel est le nœud de mon exposé, monsieur l'Orateur. Nous devons cesser de nous fier à ces prétendus experts, la plupart économistes, dont les théories économiques étaient déjà désuètes le jour où ils sont nés et qui sont complètement suicidaires de nos jours. Le gouvernement actuel doit se mettre à l'œuvre.

Je voudrais conclure par cette dernière observation au sujet des économistes. La valeur marchande du dollar est directement reliée à l'inflation. Que nous dit le gouvernement? De

l'avis du chef de l'opposition (M. Clark): rien. Et les taux d'intérêt? Quand on achète aujourd'hui une maison de \$50,000 à 12 p. 100 d'intérêt sur 30 ans, elle finit par coûter \$202,000. Et les intérêts seuls engouffrent \$152,000. Les intérêts représentent 75 p. 100 des frais d'une immense usine qui traite des sables bitumineux en Alberta. Les économistes ne cessent de répéter au gouvernement que les taux d'intérêt doivent rester élevés pour empêcher les gens de dépenser. Quelle bêtise et quelle erreur!

Prenons l'exemple du coût de la vie dans les villes. Pouvons-nous blâmer le travailleur? Il y a 20 ans, on pouvait acheter une maison pour \$17,000 à Toronto. Aujourd'hui, comme le prix des terrains a augmenté de même que les frais de construction depuis quatre ans, la même maison coûte entre \$65,000 et \$75,000. C'est une augmentation fantastique. Bien que le problème du coût des terrains dans les grandes villes ne soit pas un problème insoluble, le gouvernement n'y fait rien.

Le ministre du Travail nous a parlé aujourd'hui des confrontations des syndicats et des patrons. Combien de centaines de millions de dollars a-t-on perdus, du côté des travailleurs, du côté des propriétaires et, en particulier, du côté des consommateurs, à cause de méthodes désuètes de négociation entre les syndicats et les patrons? La situation n'est pas désespérée, monsieur l'Orateur. Comme je l'ai déjà dit, un groupe de conservateurs s'est rendu sur la côte ouest il y a deux ans pour rencontrer les travailleurs. Nous avons rencontré les gestionnaires et le troisième jour les propriétaires. Aujourd'hui, cette industrie transporte le grain vers les peuples affamés du monde et s'est engagée indéfiniment à ne pas faire de grève parce qu'elle est fondée sur la productivité et parce que le contrat se fonde sur la transférabilité de la pension. Il n'en a pas fallu plus pour obtenir un engagement à ne pas faire la grève dans cette industrie.

Prenez le contrat des mineurs de la Cyprus Anvil au Yukon. Je pourrais citer des exemples un peu partout au pays. Mais il s'agit d'un cas où des hommes politiques se sont déplacés pour rencontrer les travailleurs. Ils se sont assis à la même table que les gestionnaires et les propriétaires et en sont arrivés à un engagement à ne pas faire la grève dans le transport des denrées alimentaires qui quittent le pays par la côte ouest. Le ministre du Travail parlait cet après-midi de quelque chose qui aurait dû être fait il y a 30 ans. On n'a rien fait des deux dernières années—on s'est contenté de parler. Quelqu'un doit faire face à ces problèmes.

Je pense que pour toutes ces difficultés—les frais du gouvernement, la masse monétaire, le taux de change de notre dollar, les intérêts, le coût des terrains en zone urbaine, les confrontations entre les travailleurs et les gestionnaires—ont une solution positive. La réponse est oui dans tous les cas—nous pouvons faire quelque chose, si nous en avons la volonté et si nous nous servons de notre gros bon sens. Mais le gouvernement ne fait rien pour résoudre ces questions économiques. Nous faisons face à une révolution sociale partout dans le monde, et notre gouvernement ne fait rien. C'est une question trop importante pour la laisser aux mains des économistes. Dans notre évolution vers une nouvelle économie, il y a des signes d'espoir.

Je cite un article paru dans le *Wall Street Journal* du 9 mai qui s'intitule: Vers une nouvelle économie. Selon cet article, on commencerait à faire appel à une approche conservatrice—aux